

L'EXPRESSO

À MONTMORENCY, ON EST MOBILISÉ... MÊME EN TEMPS DE PANDÉMIE !

Bien que nos efforts soient concentrés à terminer cette session virtuelle, la mobilisation se poursuit. Dans les dernières semaines, vous avez été invité.e.s à prendre part à différentes actions dans le cadre de la négociation et la demande d'ajout de ressources à la tâche des professeur.e.s, visant à nous donner un répit à l'hiver. En voici un survol :

- Plusieurs professeur.e.s du Collège Montmorency et près de 2500 professeur.e.s à travers le réseau ont signé la lettre d'appui aux demandes d'ajout de ressources pour l'hiver parue dans le Devoir. Vous pouvez d'ailleurs la lire [ici](#).
- Toujours pour appuyer la demande d'ajout de ressources, vous avez été invité.e.s à nous faire parvenir un court texte décrivant votre réalité de prof à distance en temps de pandémie. Les témoignages des professeur.e.s reçus ont été transmis à la ministre McCann.
- Le Collège a participé à deux manifestations dans le dernier mois.
 - » La première manifestation, visant à appuyer les demandes faites à la ministre McCann afin d'obtenir un ajout de ressources équivalent à 20 % de la tâche des professeur.e.s pour nous donner un répit à l'hiver a eu lieu le 30 octobre.
 - » La deuxième, une manifestation nationale pour la négociation des services publics, s'est déroulée le 14 novembre.



La mobilisation se poursuit...
les jeudis, on porte du bleu pour la négo !

S'unir. Agir. Gagner.

Lors de la dernière réunion de la Commission des études (CÉ), le 28 octobre, nous avons demandé s'il y avait du nouveau sur la tenue de l'épreuve uniforme de français (EUF) de décembre. Le MEES y tenait mordicus jusqu'alors, mais nous avons appris mardi dernier qu'elle serait finalement annulée en raison de la situation sanitaire. Il n'y avait pas de nouveau non plus du côté du calcul de la cote R pour la session en cours. Au sujet du mandat sur l'inclusion, il semble que le dépôt des recommandations a été reporté à une date ultérieure. Grâce à la recommandation positive de l'AG, le calendrier de la session d'hiver 2021 a pu être adopté, et nous avons précisé les notions de « semaine de mise en œuvre » et des journées d'évaluation ou de rattrapage afin de nous assurer d'en avoir une compréhension commune et univoque dans la communauté.

La CÉ a aussi appuyé la position du comité de programme de sciences humaines recommandant un report des travaux de révision du programme de sciences humaines, et celle du comité programme de sciences de la nature à l'effet de boycotter la consultation dans le cadre de la révision du programme de sciences de la nature. Nous avons aussi informé la CÉ de la résolution adoptée par l'AG la veille à l'effet de suspendre les travaux d'un grand nombre de comités, et ce jusqu'à nouvel ordre.

Nous avons échangé sur le rôle et le volume d'activité de la CÉ depuis le début de la session, notamment sur le constat que les rencontres se sont multipliées. Les professionnel·le.s, par exemple, ont souhaité que les rencontres soient davantage prévisibles dans le temps. Les profs ont reconnu cet enjeu, en soulignant toutefois que c'est le contexte de la pandémie et du grand nombre d'enjeux importants qui sont soulevés à tout moment qui nous obligent à nous rencontrer plus fréquemment. C'était d'ailleurs une demande que nous avons formulée au printemps dernier, alors que le Collège avait mis sur pied des tables de concertations qui nous apparaissaient faire, à tout le moins, double emploi avec nos instances officielles comme le CRT, la CÉ ou le comité Santé et sécurité au travail.

Nous avons rediscuté de la question de la surveillance des examens pour les étudiants EESH. La Direction des études nous a assuré que des solutions seraient mises en place pour les prochains blocs d'évaluation. Concernant les ressources de l'Annexe S120, les discussions étaient en cours au CRT au même moment. Le sort des ressources pour les EESH (Annexe A112) disparues des écrans radars quelque part entre la Direction des études et la Direction des affaires étudiantes n'a pas été davantage éclairci, et ne l'est toujours pas à ce jour.

Sur la question de l'ouverture des caméras et de la demande de la CÉ de permettre aux enseignants d'en exiger l'ouverture pour les étudiants, on nous a répondu que la réponse de la Direction des études s'en venait. Pourtant, il a été annoncé lors de la réunion des coordonnateur.e.s du 9 novembre dernier, que la Direction des études avait fait parvenir une communication aux étudiant.se.s au début du mois d'octobre pour les informer qu'ils.elles devaient s'assurer d'avoir un ordinateur et une caméra fonctionnelle pour la prochaine session. Un peu plus loin dans ce message, il est possible de lire « qu'à compter de la session d'hiver 2021, tes professeurs pourraient t'obliger à activer ta caméra afin d'assister aux activités d'enseignement en ligne ». Les discussions se poursuivent actuellement entre les membres de la CÉ et la Direction des études.

Enfin, nous avons déposé la résolution de l'AG sur la liberté d'expression. France Lamarche nous a informés que le Collège souhaitait prendre position dans les prochains jours afin de soutenir les enseignant.e.s, assurer leur liberté d'expression (et leur éviter l'autocensure) et respecter l'autonomie professionnelle. À suivre...

- Assemblées générales (AG), les mardi (entre midi et 14h15)
 - ◊ 1er décembre
 - ◊ 8 décembre (extraordinaire)
- Veuillez noter que la NÉGO pourrait, bien malgré nous, forcer l'ajout de nouvelles dates en cours de route.
- Conseil fédéral
 - ◊ 2, 3 et 4 décembre

Les 30 septembre et 5 novembre 2020 se sont tenues les deux dernières réunions du Comité des relations du travail (CRT). La première de ces rencontres qui était extraordinaire a été consacrée à la révision du projet de répartition annuel (nombre d'ETC prévu chaque session pour chaque discipline) au regard de la fréquentation scolaire réelle de l'automne. Cette tâche a conduit à l'ouverture de 22 nouveaux postes. La seconde rencontre a quant à elle surtout porté sur la tâche d'hiver. Elle a aussi permis d'en venir à une entente sur la manière de distribuer les ressources supplémentaires liées à la situation pandémique (annexe S120). Après une ponction de 90 000\$ allant au projet ÉCRAN, la direction a accepté la proposition syndicale de répartir les 550 000\$ restants entre les chargé.e.s de cours à la Formation continue et entre les disciplines, au prorata de leur poids respectif, tout en maintenant un seuil minimal de 0,15 ETC par discipline (0,10 pour les disciplines comptant moins de trois professeur.e.s permanents ou sur poste). La partie syndicale a également fait remarquer au Collège qu'il ne s'est pas conformé à son obligation de faire connaître les détails de l'utilisation des ressources de la colonne D¹ avant le 31 octobre. Toutefois, au rayon des bonnes nouvelles, la présentation du bilan annuel a permis de mettre officiellement fin à la période de résorption du déficit (surembauche).

Par ailleurs, la partie syndicale a fait ajouter un point à l'ordre du jour concernant le respect du CRT et de ses prérogatives. Là, une quinzaine d'accrocs de natures différentes, étalés sur les dernières années, ont été présentés. La partie syndicale a également exprimé ses doutes quant à la valeur accordée par la partie patronale au CRT, dont les représentants n'ont pas toujours l'autorité ou le mandat pour en venir à des ententes avec les représentant.e.s du corps professoral sur des questions parfois pressantes. Or, si le CRT sert bien « à discuter et à rechercher une entente sur toute question relative à l'application et à l'interprétation de la convention collective et aux conditions de travail » (4-3.01), la partie patronale doit y dépêcher des gens ayant l'autorité nécessaire pour régler ces questions, ou faire confiance aux gens qu'elle y dépêche pour ce faire.

1 Ressources allouées pour soutenir la réalisation du plan stratégique du Collège. Elles doivent être utilisées notamment pour des activités de programme, de perfectionnement disciplinaire et pédagogique, d'organisation des stages et ateliers, d'amélioration de la réussite des étudiantes et étudiants, de transfert technologique, de recherche et d'insertion professionnelle.

BILAN DE L'EXÉCUTIF 2019-2020

Ce bilan comprend les grandes lignes de ce qui a été accompli par le comité exécutif pour l'année 2019-2020.

Commission des études

Parmi les travaux importants menés par les collègues élu.e.s au sein de cette instance au cœur du travail pédagogique, on compte :

- Politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages (PIEA)
 - » La révision de la PIEA s'est poursuivie et la première consultation auprès des enseignantes et des enseignants a eu lieu.
 - » Malgré certaines lacunes ou certains attermoissements en ce qui a trait à la lutte contre le plagiat et la netiquette, d'importants assouplissements ont été négociés en fonction du contexte actuel d'enseignement en temps de pandémie.
- Programme
 - » De vastes travaux ont été entrepris concernant la révision du programme de sciences humaines, non sans créer quelques vagues. Les réflexions se poursuivent cette année.
 - » Les membres de notre syndicat ont été invités à se mobiliser pour que le ministère puisse réévaluer sa position à propos de la fermeture annoncée des programmes de Bureautique, comptabilité et gestion de commerces.
- Autres travaux
 - » Les travaux du Guide d'appel d'offres des disciplines contributives et du Guide de gestions de programme n'ont pas été adoptés en commissions des études. Les travaux se poursuivront en 2020-2021.

Convention collective et relations de travail

L'année 2019-2020 a été tout sauf ordinaire. Comme à l'habitude, les vérifications nécessaires ont été faites sur les engagements, les listes d'ancienneté et de priorité, comme sur l'attribution des permanences. L'équipe s'est montrée particulièrement inflexible en ce qui concerne le non-respect de la priorité lors de l'octroi des contrats de remplacement ou du manque de transparence dans la gestion des CI (charge individuelle) de plus de 85.

Les impacts négatifs de la gestion des technologies de l'information sur les profs et sur la qualité de la formation ont aussi été portés à l'attention de la partie patronale.

Sur une note plus positive, le CRT est tout près d'une entente sur le désistement – entente qui protégera les droits des collègues n'ayant pas encore leur permanence. Nous sommes aussi arrivés à une entente sur un modèle déterminant plus adéquatement les libérations syndicales.

En outre, nous avons discuté des balises pour les remplacements et nous avons travaillé en sous-comité sur une entente possible sur le report de disponibilité.

Par ailleurs, avant la suspension de la session, des discussions importantes avaient lieu avec la direction de la Formation continue pour dénoncer le clientélisme, faire reconnaître l'aspect anti-pédagogique et peu respectueux de nos conditions de travail dans le dossier du télé-enseignement. Avec l'enseignement à distance, ces préoccupations sont passées au cœur du travail syndical.

Trésorerie

À la demande du représentant de la CSN, nous avons passé de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice, et ce, étant donné la hauteur des avoirs du Syndicat et de son nombre de cotisants. Certaines étapes sont à compléter afin de finaliser la transition notamment, vérifier les postes comptables (postes d'actifs ou passifs et les postes produites et charges).

Aussi, le passage du mode de paiement par chèque au paiement par virement bancaire a été possible avec plusieurs organisations auxquelles le Syndicat est affilié.

Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ)

En automne, il y a eu 7 regroupements cégeps, les échanges portant prioritairement sur la négociation 2020. Rappelons que, pour ce qui est des demandes à la table sectorielle, nous avons adopté une approche différente pour cette négociation. Nous avons tout d'abord déposé un cahier recensant les problématiques liées à notre convention collective, puis consulté les assemblées générales par vagues sur la formulation des demandes à négocier.

À la fin octobre, lors du dépôt du Cahier de demandes de la table centrale, une rencontre en instances conjointes s'est tenue avec les fédérations qui constituent le CCSPP (feesp, fp et fsss).

Crise sanitaire de la Covid-19

Trois rencontres téléphoniques du Regroupement cégeps se sont tenues depuis le 13 mars derniers, et 8 réunions en visioconférence. Les sujets prioritaires étaient la négociation, la poursuite de la session H20 et la session d'automne 2020.

Mobilisation

La Planète en grève! Le 27 septembre, le SEECM a fièrement participé à la grande manifestation organisée dans le cadre de la Journée mondiale de mobilisation pour le climat. Nous tenons à saluer l'engagement extraordinaire de François Geoffroy, professeur au département de Français et littérature, qui a collaboré à l'organisation de cet événement qui a rassemblé une foule record dans les rues de Montréal.

Information

La production d'un plan de communication a permis d'ajuster nos moyens de rejoindre et de mobiliser les membres. Il a ainsi été décidé de publier l'Expresso sur une base plus régulière pour informer les membres. L'Informo, quant à lui, a changé de direction. Il sera dorénavant utilisé pour traiter en profondeur d'enjeux ou de thèmes préalablement définis.

- 1 Informo a été publié (A19)
- 9 Expresso ont été rédigés

Comités

Le SEECM ne serait pas ce qu'il est sans la contribution de nombreux collègues qui prennent part à la vingtaine de comités paritaires et syndicaux. Cet engagement fait que notre syndicat est dynamique et fort.

Comité mobilisation

Divers projets ont émané des rencontres prévues au calendrier. Par exemple, une campagne de visibilité en lien avec la négociation a été élaborée, et des tracts ont été déposés lors de tournées départementales afin d'informer les professeurs.e.s.

Comité Femme

Pour souligner la Journée internationale des femmes, un kiosque a été tenu afin de sensibiliser la population montmorencienne à la violence faite aux femmes et pour souligner la militance des femmes.

Comité régional de mobilisation (CRM)

- Participation aux rencontres du CRM
- Élaboration d'un plan de mobilisation en lien avec la négociation

Assemblée générale

Quinze assemblées générales se sont tenues cette année, en plus de deux réunions informelles. Le contexte particulier de cette année a mis en lumière le rôle de courroie d'information joué par l'assemblée, comme lieu de négociation et de mobilisation entre les membres du syndicat et la partie patronale. Outre les dossiers liés à la formation à distance, celui des assurances et des régimes de retraite a permis aux personnes chargées de cours de la Formation continue d'adhérer à notre police d'assurances collectives.

Comité exécutif

En réponse au branle-bas récent qu'a imposé la pandémie en ce qui a trait aux conditions de travail et aux ajustements nécessaires à notre profession, l'exécutif syndical s'est réuni presque tous les matins du 13 mars au 14 juin 2020. Depuis, les rencontres ont repris un rythme plus proche d'un fonctionnement normal, mais de nombreux comités appellent une présence accrue des instances syndicales. Les services aux membres et la poursuite de nos luttes demeurent au cœur de notre engagement et sont notre priorité. Nous tenons à remercier ceux et celles qui se sont impliqués et qui ont milité au SEECM au cours de la dernière année.

